

Avant, pendant et après les élections : lutter !

La situation sociale, économique, écologique et politique crée un très fort sentiment d'exaspération parmi la population. Les inégalités sociales, l'enrichissement d'une minorité tandis que la majorité est toujours plus exploitée (chômage, précarité, revenus en baisse, droits remis en cause, etc.), la casse des services publics, l'exploitation inconsidérée des ressources naturelles, l'inefficacité des réponses politiques dans le cadre institutionnel, l'augmentation des impôts des ménages au lieu d'une urgente réforme fiscale, nourrissent ce ras-le-bol.

Le passage en force de la « loi Travail » qui constitue une nouvelle régression sociale majeure pour le bénéfice du patronat, la répression policière exercée contre les habitant·es des quartiers populaires et les militant·es progressistes, l'état d'urgence décrété illégalement aussi la colère sociale. Tout ceci accroît un discrédit du « politique » accentué par les affaires qui touchent la sphère politico-financière. Dans ce contexte, lors de répondre à la situation, devant le début de la campagne électorale nous assistons à une multiplication des propos xénophobes et propositions de reculs sociaux.

Ce qui se profile est plus qu'insupportable : promesses de réformes antisociales, montée du racisme, exacerbation de la haine de l'autre, société violente et ultrascénariste, avec un état d'urgence qui d'état d'exception est en train de devenir la norme.



Notre syndicalisme est indépendant du patronat, du pouvoir et de tout parti politique.

Les salarié·es de Solidaires, les salarié·es décidentent de porter leur voix sur tel·le ou tel·le candidat·e ou de ne pas voter en toute liberté et sans contrainte de notre part. Et nous n'oublions pas ceux et celles qui travaillent et vivent ici sans droit de vote. Tous et toutes savent les combats que nous menons ensemble et ceux qui peuvent s'ouvrir devant nous dès la parenthèse électorale refermée, quel que soit le pouvoir en place.

Dans cette période, il est **deux primordial pour Solidaires de continuer à faire entendre la voix des organisations syndicales et du mouvement social**. Nos revendications restent essentielles et nous refusons de nous taire pour y assister en spectateur·trices. C'est le sens de notre engagement dans la campagne « **nos droits contre leurs privilèges** », où avec d'autres mouvements sociaux, nous mettons en avant la volonté de construire une société plus juste, égalitaire, débarrassée des oppressions et des discriminations et respectueuse de la planète. Ce cadre unitaire, et ouvert, est un outil pour agir dans la durée : car lutter ensemble aujourd'hui c'est aussi nous renforcer pour les combats de demain.

Néanmoins, aujourd'hui comme hier nous maintenons et rappelons un positionnement de fond dans ces élections : les salarié·es, les chômeur·es, les jeunes, les retraité·es ne doivent pas se tromper de colère et se laisser abuser. Dans son objectif de conquête de pouvoir, Marine Le Pen tient un discours « **allume-tout** », mêlant sur toutes les difficultés de la période. Elle se présente comme la candidate « **antisyndicale** », en défense du « **peuple** » et des « **laissez-pour-compte** » de la crise, mais le projet politique qu'elle incarne est avant tout celui d'un rationalisme exacerbé qui ne remet en cause ni le capitalisme, ni le libéralisme, ni la course au profit, ni la concentration des richesses dans les mains d'une minorité.

Nous réaffirmons que pas une voix ne doit aller au FN et à ces partis qui basent leur politique sur la « préférence nationale », le racisme et le repli nationaliste.

Mais notre combat contre l'extrême droite ne s'est jamais limité à la période électorale, et nous avons plus lutté contre la progression de l'extrême-droite fasciste en agissant depuis des années au quotidien que ne l'ont fait ceux qui, par leurs pratiques, discréditent toute action politique au sens large du terme. Quand nous luttons pour l'égalité des droits et au côté des sans-papiers et demandeur·es d'asile pour le traitement en asile, contre l'injustice, pour la sécurité et la santé au travail, pour une amélioration concrète de nos droits et une meilleure répartition des richesses, c'est dans ces moments que nous luttons réellement contre la montée du fascisme et l'instrumentalisation de la misère sociale. Et c'est cela que nous devons continuer à faire avant, pendant et après les élections.

Distinctions adaptés par le Comité national de Solidaires le 13 mai 2017

Au sommaire de ce nouveau numéro du bulletin "Solidaires en action" :

- Avant, pendant et après les élections : lutter !
- Guyane : solidarité avec les travailleur·euse·es
- Direction technique générale d'EDF : 70 jours de lutte
- Sféris : première grève reconductible
- Marne : l'éducatrice ne sera pas licenciée
- Vivarte : les salarié·es restent mobilisé·es
- Salon du livre : rassemblement des bibliothèques en lutte
- La Poste 13 : refusons l'arbitraire
- Seine Saint Denis : non à la disparition des classes d'accueil
- Vélib : les élus doivent refuser le moins-disant social
- Wagons bars des TGV : une grève de 6 jours

Le 13 avril 2017

Avant, pendant et après les élections : lutter !

La situation sociale, économique, écologique et politique crée un très fort sentiment d'exaspération parmi la population. Les inégalités sociales, l'enrichissement d'une minorité tandis que la majorité est toujours plus exploitée (chômage, précarité, revenus en baisse, droits remis en cause, etc.), la casse des services publics, l'exploitation inconsidérée des ressources naturelles, l'inefficacité des réponses politiques dans le cadre institutionnel, l'augmentation des impôts des ménages au lieu d'une urgente réforme fiscale, nourrissent ce ras-le-bol.

Le passage en force de la « loi Travail » qui constitue une nouvelle régression sociale majeure pour le bénéfice du patronat, la répression policière exercée contre les habitant-es des quartiers populaires et les militant-es progressistes, l'état d'urgence décrété alimentent aussi la colère sociale. Tout ceci accroît un discrédit du "politique" accentué par les affaires qui touchent la sphère politico-financière.

Dans ce contexte, loin de répondre à la situation, depuis le début de la campagne électorale nous assistons à une multiplication des propos xénophobes et propositions de reculs sociaux.

Ce qui se profile est plus qu'inquiétant : promesses de réformes antisociales, montée du racisme, exacerbation de la haine de l'autre, société violente et ultrasécuritaire, avec un état d'urgence qui d'état d'exception est en train de devenir la norme.



Notre syndicalisme est indépendant du patronat, du pouvoir et de tout parti politique.

Les militant-es de Solidaires, les salarié-es décideront de porter leur voix sur tel-le ou tel-le candidat-e ou de ne pas voter en toute liberté et sans consigne de notre part. Et nous n'oublions pas ceux et celles qui travaillent et vivent ici sans droit de vote. Tous et toutes savent les combats que nous menons ensemble et ceux qui peuvent s'ouvrir devant nous dès la parenthèse électorale refermée, quel que soit le pouvoir en place.

Dans cette période, **il est donc primordial pour Solidaires de continuer à faire entendre la voix des organisations syndicales et du mouvement social.** Nos revendications restent entières et nous refusons de nous taire pour y assister en spectateur-trices. C'est le sens de notre engagement dans la campagne « **nos droits contre leurs privilèges** », où avec d'autres mouvements sociaux, nous mettons en avant la volonté de construire une société plus juste, égalitaire, débarrassée des oppressions et des discriminations et respectueuse de la planète. Ce cadre unitaire, et ouvert, est un outil pour agir dans la durée car lutter ensemble aujourd'hui c'est aussi nous renforcer pour les combats de demain.

Néanmoins, aujourd'hui comme hier nous maintenons et rappelons un positionnement de fond dans ces élections : les salarié-es, les chômeurs-euses, les jeunes, les retraité-es ne doivent pas se tromper de colère et se laisser abuser. Dans son objectif de conquête du pouvoir, Marine Le Pen tient un discours « attrape-tout », surfant sur toutes les difficultés de la période. Elle se présente comme la candidate « antisystème », en défense du « peuple » et des « laissés-pour-compte » de la crise, mais le projet politique qu'elle incarne est avant tout celui d'un nationalisme exacerbé qui ne remet en cause ni le capitalisme, ni le libéralisme, ni la course au profit, ni la concentration des richesses dans les mains d'une minorité.

Nous réaffirmons que **pas une voix ne doit aller au FN et à ces partis qui basent leur politique sur la « préférence nationale », le racisme et le repli nationaliste.**

Mais notre combat contre l'extrême droite ne s'est jamais limité à la période électorale, et nous avons plus lutté contre la progression de l'extrême-droite fasciste en agissant depuis des années au quotidien que ne l'ont fait ceux qui, par leurs pratiques, décrédibilisent toute action politique au sens large du terme. Quand nous luttons pour l'égalité des droits et au côté des sans-papiers et demandeur-ses d'asile dont le traitement est indigne, contre l'injustice, pour la sécurité et la santé au travail, pour une amélioration concrète de nos droits et une meilleure répartition des richesses, c'est dans ces moments que nous luttons réellement contre la montée du fascisme et l'instrumentalisation de la misère sociale. Et c'est cela que nous devons continuer à faire avant, pendant et après les élections.

Déclaration adoptée par le Comité national de Solidaires le 13 mai 2017

- Emplacement : inFORMER LES SALARIÉ-ES > Les publications > Solidaires en action >

- Adresse de cet article :

<https://solidaires.org/Solidaires-en-action-no-148-13-avril-2017>